ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου **1953**	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου **48**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

Ν. 2298. Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας συναφθείσης τὴν 5 Αὐγούστου 1952 συμφωνίας «περὶ ἀμοιβαίας καταργήσεως θεωρήσεων διαβατηρίων». ... 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Κάτω Νευροκοπίου ἰδίου νομικοῦ προσώπου, ὑπὸ τίτλον «Φιλαρμονικὴ Κοινότητος Κάτω Νευροκοπίου». ... 2

Περὶ ἐγκρίσεως ἀνταλλαγῆς ἀγροῦ τῆς Κοινότητος Μούδρου μετ' οἰκοπέδου κληρονόμων Δ. Καρασάββα ... 3

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν οἰκοπέδου τῆς Κοινότητος Καμπανοῦ Νομοῦ Χανίων δι' ἀνέγερσιν οἰκήματος πρὸς στέγασιν τοῦ Σταθμοῦ Χωροφυλακῆς Καμπανοῦ ... 4

Περὶ καταργήσεως τοῦ ἀπὸ 1.2.1928 Π. Διατάγματος «περὶ καθιερώσεως καὶ δευτέρας ἐτησίας ἐμπορικῆς πανηγύρεως ἐν Λαρίσῃ» ... 5

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2298.

Περὶ κυρώσεως τῆς μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Τουρκίας συναφθείσης τὴν 5 Αὐγούστου 1952 συμφωνίας «περὶ ἀμοιβαίας καταργήσεως θεωρήσεων διαβατηρίων».

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον

Κυροῦται ἡ μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Τουρκίας συναφθεῖσα συμφωνία «περὶ ἀμοιβαίας καταργήσεως τῆς θεωρήσεως τῶν διαβατηρίων», ὑπογραφεῖσα ἐν Ἀγκύρᾳ τὴν 5ην Αὐγούστου 1952 καὶ ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ ὡς καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου 1953

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Δ. ΜΠΑΜΠΑΚΟΣ

No 1756 Z]1

Monsieur le Ministre,

J' ai l' honneur d' informer votre Excellence que, conformement à la resolution, No 20, du Comité des Ministres du Conseil de l' Europe, datée du 19 Mars 1952, relative à la suppression du visà des passeports pour les ressortissants des pays membres du Conseil de l' Europe, le Couvernement Hellénique est disposé à conclure un accord avec le Gouvernement Turc sur les bases suivantes :

1. Les ressortissants turcs et les ressortissants hellènes, quel que soit leur pays de provenance, seront libres de se rendre respectivement en Gréce et en Turquie sans être tenus d' obtenir un visa préalable, à condition qu' ils soient porteurs d' un passeport valable du pays dont ils sont ressortissants. Il est entendu que la limite maximade séjour pour chaque entrée ne dépassera pas deux mois. Les ressortissnts Turcs et Hellènes qui désirent prolonger leur séjour en Grèce et en Turquie respectivement pendant une période dépassant cette limite devront obtenir des autorités locales l' autorisation nécessaire que lesdites autorités seront libres d' accorder ou de refuser. Cette prolongation ne pourra dépasser, en aucun cas, la durée d' un mois.

2. Il est entendu que les ressortissants des deux pays respectifs qui ont déjà profité d' une entrée sans visa dans le territoire de l' autre ne pourront y revenir, sans visa, que si une pèriode d' au moins trois mois s' est écoulée à partir de la date de sortie. Toutefois, cette restriction ne s' appliquera pas aux personnes qui aurai-

ent préalablement obtenu des autorités locales du pays où elles comptent se rendre, un permis les exemptant d' une telle obligation.

3. Il est convenu que l' abolition de visa n' exempte pas les ressortissants turcs et les ressortissants hellénes se rendant respectivement en Grèce et Turquie de l' obligation de se conformer aux lois et réglements turcs et grecs concernant l' entrée, la résidence et l' emploi des étrangers.

Les autorités compétentes de chacune des deux Parties se reservent le droit de refuser, aux personnes considérées comme indésirables, l' entrée ou le séjour dans leurs pays respectifs.

Les autorités de sûreté des deux pays collaboreront pour la mise en application des dispositions du paragraphe 2 de l' article 3.

4. Les ressortissants turcs et hellènes, qui désirent se rendre respectivement en Gréce et en Turquie dans le but d' y exercer un métier, profession ou autre occupation, ne pourront bénéficier des dispositions de l, article ler de cet accord et seront, en tout cas, tenus d' obtenir au préalable, des Consulats des deux pays respectifs, le visa nécessaire.

5. Le présent accord entrera en vigueur le ler septepre 1952. Chacune des Parties pourra les suspendre temporairement pour des raisosns d' ordre public et la suspension devra être notifiée immédiatement à l' autre Partie par la voie diplomatique.

Chacue des Parties pourra dénoncer le présent accord moyennant un préavis d' un mois.

Si le Couvernement Turc est disposé à accepter les stipulations ci haut énoncdées, j' ai l' honneur suggérer que la présente Note et la réponse de Votre Excellence, rédigées en termes identiques, soient considérées comme l' expression de l' accord de nos deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur Le Ministre, les assurances de ma trés haute considération.

Ankara, le 5 Août 1952.

(signé) A. CONTOUMAS.

Son Excellence
Monsieur le Professeur Fuad Koprulu
Ministre des Affaires Etrangère de Turucie,
Ankara

20365 — 83

CPIE

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note de Votre Excellence en date de ce jour conçue en ces termes :

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que conformément à la resolution, No 20, du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, datée du 19 mars 1952, relative à la suppression des visas des passeports pour les ressortissants des pays membres du Conseleil de l'Europe, le Gouvernement Eellénique est disposé à conclure un accord avec le Gouvernement Turc sur les bases suivantes :

1. Les ressortidssants turcs et les ressortissants hellènes quel que soit leur pays de provenance, seront libres de se rendre respectivement en Grèce et en Turquie sans être tenus d'obtenir un visa préalable, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport valable du pays dont ils sont ressortissants. iI est entendu que la limite maxima de séjour pour chaque entrée ne dépassera pas deux mois. Les ressortisants turcs et hellènes qui désirent prolonger leur séjour en Grèce et en Turquie respectivement pendant uneperiode dépassant cette limite devront obtenir des autorités locales l'autorisation nécessaire que les dites autorités seront libres d'accorder ou de refuser. Cette prolongation ne pourra dépasser, en aucun cas la durée d'un mois.

2. Il est entendu que les ressortissants des deux pays respectifs qui ont déjà profité d'une entrée sans vise a dans le territoire de l'autre ne pourront y revenir, sans visa, que si une période d'au moins trois mois s'est écoulée à partir de la date de sortie. Toutefois, cette restriction ne s'appliquaera pas aux personnes qui auraient préalablement obtenu des autorités locales du pays où elles comptent se rendre, un permis les exemptant d'une telle obligation.

3. Il est convenu que l'abolition de visa n'exempte pas les ressortissants turcs et les ressortissants hellènes se rendant respectivement en Grèce et en Turquie de l'obligation de se conformer au lois et règlements turcs et grecs concernant l'entrée, la résidence et l' emploi des étrangers.

Les autorités compétentes de chacune des deux Parties se réservent le droit de refuser, aux personnes considérées come indésirables, l'entrée ou le séjour dans leurs opays respectifs.

Les autorotés de sûreté des deux pays collaboreront pour la mise en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3.

4. Les ressortissants turcs et hellènes qui desirent se rendre respectivement en Grèce et en Turquie dans le but d'y exercer un métier, profession ou autre occupation, ne pourront béneficier des dispositions de l'article ler de cet accord et seront, en tout cas, tenus d'obtenir au préalable, des Consulats de deux pays respectifs, le visa nécessaire.

5. Le présent accord entrera en vigueur le ler septembre 1952 Chacune des Parties pourra le suspendre temporairement pour des raisons d'ordre public et la suspension devras être notifiée immédiatement à l'autre Partie par la voie diplomatique.

Chacune des Parties pourra dénoncer le présent accord moyennant un préavis d'un mois.

Si le Gouvernement Turc est disposé à accepter les stipulations ci haut ènoncées j'ai l'honneur de suggerer que la présente Note et la réponse de Votre Excellenceœ, rédigée en termes identiques, soient considérées comme l'expression de l'accord de nos deux Gouvernements.

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement Turc est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Ankara, le 5 août 1952

Pour le Ministre
des Affaires Etrangères
(s) C. ACIKALIN

Κύριε Ὑπουργέ,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ πληροφορήσω τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα ὅτι, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπ' ἀριθ. 20 καὶ ἀπὸ 19 Μαρτίου 1952 ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἀφορῶσαν τὴν κατάργησιν θεωρήσεως διαβατηρίων τῶν ὑπηκόων τῶν χωρῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις εἶναι διατεθειμένη νὰ συνάψῃ συμφωνίαν μετὰ τῆς Τουρκικῆς Κυβερνήσεως, περιλαμβάνουσαν τὰ κάτωθι :

1. Οἱ Τοῦρκοι καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι, ἐξ οἱασδήποτε χώρας προερχόμενοι, θὰ δύνανται νὰ μεταβαίνουν ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Τουρκίαν, ἄνευ προηγουμένης θεωρήσεως, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τυγχάνουν κάτοχοι ἐν ἰσχύϊ διαβατηρίου τῆς χώρας ἧς εἶναι ὑπήκοοι. Τὸ ἀνώτατον ὅριον παραμονῆς δι' ἑκάστην εἴσοδον δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τοὺς δύο μῆνας. Οἱ Τοῦρκοι καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ ἐπι-

θυμοῦντες νὰ παρατείνουν τὴν παραμονὴν των ἐν Ἑλλάδι καὶ Τουρκίᾳ ἀντιστοίχως ἐπὶ χρονικὸν διάστημα ὑπερβαῖνον τοὺς δύο μῆνας δέον νὰ τύχουν τῆς πρὸς τοῦτο ἀδείας τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, αἱ ὁποῖαι ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ χορηγήσουν ἢ ἀρνηθοῦν ταύτην. Ἡ τοιαύτη παράτασις ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸν μῆνα.

2. Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρας τῶν χωρῶν οἱ ἔχοντες εἰσέλθει ἄνευ θεωρήσεως εἰς τὴν ἑτέραν τούτων δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐπανέλθουν εἰς ταύτην, ἄνευ θεωρήσεως, πρὸ τῆς παρελεύσεως τοὐλάχιστον τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐξόδου. Ὁ περιορισμὸς οὗτος δὲν ἰσχύει διὰ πρόσωπα τυχόντα προηγουμένης ἀδείας τῶν τοπικῶν ἀρχῶν τῆς χώρας εἰς ἣν πρόκειται νὰ μεταβοῦν, δι' ἧς ἀπαλλάσσονται τῆς τοιαύτης ὑποχρεώσεως.

3. Ἡ κατάργησις τῶν θεωρήσεων δὲν ἀπαλλάσσει τοὺς Τουρκους καὶ Ἕλληνας ὑπηκόους τοὺς μεταβαίνοντας ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Τουρκίαν τῆς ὑποχρεώσεως ὅπως συμμορφῶνται πρὸς τοὺς Τουρκικοὺς καὶ Ἑλληνικοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν εἴσοδον, διαμονὴν καὶ ἐργασίαν τῶν ἀλλοδαπῶν.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιφυλάσσουν ἑαυταῖς τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνηθοῦν τὴν εἴσοδον ἢ τὴν παραμονὴν εἰς τὴν χώραν των προσώπων θεωρουμένων ὡς ἀνεπιθυμήτων. Αἱ ὑπηρεσίαι ἀσφαλείας τῶν δύο χωρῶν θὰ συνεργάζωνται διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 3.

4. Οἱ Τοῦρκοι καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ μεταβοῦν ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Τουρκίαν πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐν γένει δὲν ἀπολαύουν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1 τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ τύχουν κανονικῆς θεωρήσεως τῶν διαβατηρίων των ὑπὸ τῶν προξενικῶν ἀρχῶν τῆς ἑτέρας χώρας.

5. Ἡ παροῦσα συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Σεπτεμβρίου 1952. Ἑκάτερον τῶν Μερῶν δύναται νὰ ἀναστείλῃ προσωρινῶς τὴν ἐφαρμογήν της διὰ λόγους δημοσίας τάξεως· ἡ τοιαύτη ἀναστολὴ δέον ὅπως γνωστοποιηθῇ πάραυτα εἰς τὸ ἕτερον τῶν Μερῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἑκάτερον τῶν Μερῶν δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν συμφωνίαν κατόπιν μηνιαίας προειδοποιήσεως.

Ἂν ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις εἶναι διατεθειμένη νὰ ἀποδεχθῇ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω ὅπως ἡ παροῦσα διακοίνωσις καὶ ἡ ἀπάντησις τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος, ὧν τὰ κείμενα συμπίπτουν, θεωρηθοῦν ὡς ἔκφρασις τῆς συμφωνίας τῶν δύο Κυβερνήσεών μας.

Δέξασθε, Κύριε Ὑπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑψίστης μου ὑπολήψεως.

Ἐν Ἀγκύρᾳ τῇ 5ῃ Αὐγούστου 1952
(ὑπογρ.) Α. ΚΟΝΤΟΥΜΑΣ

Κύριε Πρέσβυ

Ἔχω τὴν τιμὴν τὰ βεβαιώσω λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν διακοινώσεως τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος, περιλαμβανούσης τὰ κάτωθι :

«Κύριε Ὑπουργέ

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ πληροφορήσω τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα ὅτι, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπ' ἀριθ. 20 καὶ ἀπὸ 19 Μαρτίου 1952 ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ὑπουργῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἀφορῶσαν τὴν κατάργησιν θεωρήσεως διαβατηρίων τῶν ὑπηκόων τῶν χωρῶν μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις εἶναι διατεθειμένη νὰ συνάψῃ συμφωνίαν μετὰ τῆς Τουρκικῆς Κυβερνήσεως, περιλαμβάνουσαν τὰ κάτωθι :

1. Οἱ Τοῦρκοι καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι, ἐξ οἱασδήποτε χώρας προερχόμενοι, θὰ δύνανται νὰ μεταβαίνουν ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Τουρκίαν, ἄνευ προηγουμένης θεωρήσεως, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ὅτι τυγχάνουν κάτοχοι ἐν ἰσχύϊ διαβατηρίου τῆς χώρας ἧς εἶναι ὑπήκοοι. Τὸ ἀνώτατον ὅριον παραμονῆς δι' ἑκάστην εἴσοδον δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τοὺς δύο μῆνας. Οἱ Τοῦρκοι καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ παρατείνουν τὴν παραμονὴν των ἐν Ἑλλάδι καὶ Τουρκίᾳ ἀντιστοίχως ἐπὶ χρονικὸν διάστημα ὑπερβαῖνον τοὺς δύο μῆνας δέον νὰ τύχουν τῆς πρὸς τοῦτο ἀδείας τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, αἱ ὁποῖαι ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ χορηγήσουν ἢ ἀρνηθοῦν ταύτην. Ἡ τοιαύτη παράτασις ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸν μῆνα.

2. Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρας τῶν χωρῶν οἱ ἔχοντες εἰσέλθει ἄνευ θεωρήσεως εἰς τὴν ἑτέραν τούτων δὲν θὰ δύνανται νὰ ἐπανέλθουν εἰς ταύτην, ἄνευ θεωρήσεως, πρὸ τῆς παρελεύσεως τοὐλάχιστον τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐξόδου. Ὁ περιορισμὸς οὗτος δὲν ἰσχύει διὰ πρόσωπα τυχόντα προηγουμένης ἀδείας τῶν τοπικῶν ἀρχῶν τῆς χώρας εἰς ἣν πρόκειται νὰ μεταβοῦν, δι' ἧς ἀπαλλάσσονται τῆς τοιαύτης ὑποχρεώσεως.

3. Ἡ κατάργησις τῶν θεωρήσεων δὲν ἀπαλλάσσει τοὺς Τούρκους καὶ Ἕλληνας ὑπηκόους τοὺς μεταβαίνοντας ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Τουρκίαν τῆς ὑποχρεώσεως ὅπως συμμορφῶνται πρὸς τοὺς τουρκικοὺς καὶ ἑλληνικοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν εἴσοδον, διαμονὴν καὶ ἐργασίαν τῶν ἀλλοδαπῶν.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἐπιφυλάσσουν ἑαυταῖς τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνηθοῦν τὴν εἴσοδον ἢ τὴν παραμονὴν εἰς τὴν χώραν των προσώπων θεωρουμένων ὡς ἀνεπιθυμήτων.

Αἱ ὑπηρεσίαι Ἀσφαλείας των δύο χωρῶν θὰ συνεργάζωνται διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 3.

4. Οἱ Τοῦρκοι καὶ Ἕλληνες ὑπήκοοι οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ μεταβοῦν ἀντιστοίχως εἰς Ἑλλάδα καὶ Τουρκίαν πρὸς λὸνσκοπὸν ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐν γένει δὲν ἀπονοῦν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 1 τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ τύχουν κανονικῆς θεωρήσεως τῶν διαβατηρίων των ὑπὸ τῶν προξενικῶν ἀρχῶν τῆς ἑτέρας χώρας.

5. Ἡ παροῦσα συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Σ πτεμβρίου 1952. Ἑκάτερον τῶν Μερῶν δύναται νὰ ἀναστείλῃ προσωρινῶς τὴν ἐφαρμογὴν της διὰ λόγους δημοσίας τάξεως· ἡ τοιαύτη ἀναστολὴ δέον ὅπως γνωστοποιηθῇ πάραυτα εἰς τὸ ἕτερον τῶν Μερῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἑκάτερον τῶν Μερῶν δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν συμφωνίαν κατόπιν μηνιαίας προειδοποιήσεως.

Ἂν ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις εἶναι διατεθειμένη νὰ ἀποδεχθῇ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω ὅπως ἡ παροῦσα διακοίνωσις καὶ ἡ ἀπάντησις τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος, ὧν τὰ κείμενα συμπίπτουν, θεωρηθοῦν ὡς ἔκφρασις τῆς συμφωνίας τῶν δύο Κυβερνήσεών μας.

Δέξασθε, Κύριε Ὑπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑψίστης μου ὑπολήψεως».

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ πληροφορήσω τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα ὅτι ἡ Τουρκικὴ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω.

Δέξασθε, Κύριε Πρέσβυ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ὑψίστης μου ὑπολήψεως.

Ἐν Ἀγκύρᾳ τῇ 5 Αὐγούστου 1952
Διὰ τὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργὸν
C. ACIKALIN.

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Κάτω Νευροκοπίου ἰδίου νομικοῦ προσώπου, ὑπὸ τίτλον «Φιλαρμονικὴ Κοινότητος Κάτω Νευροκοπίου».

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 205 τοῦ Κώδικος τῆς περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων Νομοθεσίας καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 16)10.1.1953 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον

1. Ἐγκρίνομεν τὰς ὑπ' ἀριθ. 101)30.6.1952 καὶ 191) 13.11.1952 ἀποφάσεις τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Κάτω Νευροκοπίου, δι' ὧν συνιστᾶται παρὰ τῇ Κοινότητι ταύτῃ ἴδιον νομικὸν πρόσωπον, ὑπὸ τίτλον «Φιλαρμονικὴ Κοινότητος Κάτω Νευροκοπίου».

2. Σκοπὸς τοῦ συνιστωμένου νομικοῦ προσώπου εἶναι ἡ καλλιέργεια τῆς μουσικῆς καὶ ἡ δημιουργία καλλιτεχνικῆς κινήσεως διὰ τῆς ὀργανώσεως μουσικῆς ἐκ πνευστῶν ὀργάνων ὀρχήστρας καὶ χορῳδίας, ἡ ψυχαγωγία τῶν δημοτῶν καὶ ἡ συμβολὴ εἰς τὴν λαμπροτέραν διεξαγωγὴν ἐθνικῶν καὶ τοπικῶν ἑορτῶν.

3. Τὸ συνιστώμενον νομικὸν πρόσωπον διοικεῖται ὑπὸ πενταμελοῦς ἀδελφάτου ἀποτελουμένου ἐκ τοῦ ἑκάστοτε Προέδρου τῆς Κοινότητος Κάτω Νευροκοπίου, ὡς Προέδρου, καὶ ἐκ τεσσάρων εὐϋπολήπτων, ἐγγραμμάτων καὶ φιλοπροόδων πολιτῶν, δημοτῶν τῆς Κοινότητος, ὡς μελῶν ἐκλεγομένων ὑπὸ τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου ἀνὰ διετίαν· ἐκπροσωπεῖται δὲ ἐνώπιον πάσης ἀρχῆς καὶ τῶν δικαστηρίων ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Κοινότητος Κάτω Νευροκοπίου, ἐν κωλύματι δὲ ἢ ἀπουσίᾳ τοῦ Προέδρου τῆς Κοινότητος, ὑπὸ τοῦ νομίμου αὐτοῦ ἀναπληρωτοῦ.

4. Ὑπὲρ τοῦ νομικοῦ τούτου προσώπου οὐδεμία περιουσία καθιεροῦται.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Φεβρουαρίου 1953.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΠΑΥΣ. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ

(3)

Περὶ ἐγκρίσεως ἀνταλλαγῆς ἀγροῦ τῆς Κοινότητος Μούδρου μετ' οἰκοπέδου κληρονόμων Δ. Καρασάββα.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 71, τοῦ ἀπὸ 17.4)31.7.1935 Βασ. Δ)τος «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον νόμου τῆς Νομοθεσίας περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν.

Ἐγκρίνομεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 68)1951 ἀπόφασιν τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Μούδρου, περὶ ἀνταλλαγῆς, λόγῳ προφανοῦς ὠφελείας τῆς Κοινότητος, τοῦ ἐν αὐτῇ περιγραφομένου τμήματος κοινοτικοῦ ἀγροῦ, ἐκτάσεως 973,20 τ.μ. μετ' οἰκοπέδου κληρονόμων Δημ. Καρασάββα, ἐκτάσεως 648,80 τ.μ.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΠΑΥΣ. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ

(4)

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν οἰκοπέδου τῆς Κοινότητος Καμπανοῦ Νομοῦ Χανίων δι' ἀνέγερσιν οἰκήματος πρὸς στέγασιν τοῦ Σταθμοῦ Χωροφυλακῆς Καμπανοῦ.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 71, παρ. 4, τοῦ ἀπὸ 17—4)31.7.1936 Β. Δ)τος «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον νόμου τῆς Νομοθεσίας περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἐγκρίνομεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 9)1952 ἀπόφασιν τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Καμπανοῦ Νομοῦ Χανίων, δι' ἧς παραχωρεῖται δωρεὰν εἰς τὸ Δημόσιον τὸ ἐν τῇ ἀνωτέρω ἀποφάσει καὶ τῷ προσηρτημένῳ ταύτῃ διαγράμματι περιγραφόμενον οἰκόπεδον τῆς Κοινότητος, ἐκτάσεως 415,90 μ2, διὰ τὴν ἀνέγερσιν ἐπ' αὐτοῦ, δαπάναις τοῦ δημοσίου, οἰκήματος, πρὸς στέγασιν τοῦ Σταθμοῦ Χωροφυλακῆς Καμπανοῦ.

Μὴ πληρουμένου τοῦ σκοποῦ τῆς ὡς ἄνω δωρεᾶς ἐντὸς πενταετίας ἢ μεταβαλλομένης τῆς χρήσεως τοῦ δωρουμένου οἰκοπέδου, ἐπανέρχεται τοῦτο αὐτοδικαίως εἰς τὴν δωρήτριαν Κοινότητα.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 27 Φεβρουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΠΑΥΣ. ΛΥΚΟΥΡΕΖΟΣ

(5)

Περὶ καταργήσεως τοῦ ἀπὸ 1.2.1928 Π. Δ)τος «περὶ καθιερώσεως καὶ δευτέρας ἐτησίας ἐμπορικῆς πανηγύρεως ἐν Λαρίσῃ.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰ ὑπ' ἀριθ. 23875 καὶ 29933)52 ἔγγραφα τῆς Νομαρχίας Λαρίσης ὡς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 180)52 πρᾶξιν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Λαρίσης προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τοῦ Ἐμπορίου Ὑπουργοῦ, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Καταργοῦμεν τὸ ἀπὸ 1.2.1928 Π. Δ)γμα «περὶ καθιερώσεως καὶ δευτέρας ἐτησίας ἐμπορικῆς πανηγύρεως ἐν Λαρίσῃ» Φ.Ε.Κ. 43 τεῦχος Α' τῆς 23.3.1928.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τοῦ Ἐμπορίου Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Ἰανουαρίου 1953

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ο ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΘΑΝΟΣ ΚΑΨΑΛΗΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)